

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 26 (1885), p. 285-303

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1885__26__285_0

© Société de statistique de Paris, 1885, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 7. — JUILLET 1885.

I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 MAI 1885.

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. Léon Say.

Le procès-verbal de la séance du 15 avril est adopté.

Les candidatures ci-après sont soumises au vote de l'assemblée :

Sur la présentation de MM. Cheysson et Robinot :

M. A. LODIN DE L'ÉPINAY, ingénieur, professeur adjoint à l'École des mines.

Sur la présentation de MM. Cheysson et Loua :

M. Aug. VANNACQUE, chef de division au ministère du commerce.

Sur la présentation de MM. Loua et de Foville :

M. Félicien HENNEQUIN, officier de l'instruction publique, sous-chef de bureau au ministère de l'intérieur.

Sur la présentation de MM. Loua et Robÿns :

M. le Dr URIBE.

Sur la présentation de MM. Anthoine, Loua et Robÿns :

M. Joseph REYNAUD, chef de bureau au ministère de l'intérieur.

Ces cinq candidats sont nommés, à l'unanimité, *membres titulaires* de la Société de Statistique de Paris.

M. le Secrétaire général donne lecture de la note ci-après, relative à la célébration du 25^e anniversaire de la Société :

Note sur le 25^e anniversaire de la fondation de la Société.

La Société de Statistique de Paris devant être appelée bientôt à célébrer le 25^e anniversaire de sa fondation, il convient d'indiquer les mesures qui ont été prises pour assurer le succès de cette manifestation scientifique.

Tout en se défendant de vouloir renouer la chaîne des Congrès si malheureusement interrompue en 1878, la Société a pensé que cette fête devait avoir un caractère international et qu'il y avait lieu, par conséquent, d'y inviter les statisticiens étrangers.

Avant de prendre sur ce point une résolution définitive, le Conseil de la Société a chargé ceux de ses membres qui sont en relation suivie avec les savants étrangers, de les pressentir en vue d'obtenir leur concours.

Ce n'est qu'après avoir reçu un nombre suffisant d'adhésions que le Bureau a été autorisé à adresser aux chefs des services de statistique et à d'autres statisticiens connus la lettre d'invitation dont le Conseil avait approuvé les termes et qui a paru dans le Bulletin du mois de février.

Toutefois, il s'est présenté tout d'abord une difficulté soulevée par quelques chefs de statistique. Il leur a semblé que l'invitation de la Société, faite à titre purement privé, ne saurait suffire pour permettre à leur gouvernement de leur accorder un congé régulier.

Le Bureau s'est empressé de donner satisfaction au vœu de nos correspondants, en écrivant au Ministre des affaires étrangères qui, avec une bonne grâce parfaite et comme témoignage de l'intérêt que le gouvernement de la République prend à nos travaux, a bien voulu accueillir favorablement cette demande en se chargeant de transmettre notre invitation *par la voie diplomatique*.

Ce point était réglé, lorsque plusieurs de nos Collègues de l'étranger nous ont adressé une nouvelle réclamation basée, celle-là, sur la date que le Conseil avait primitivement fixée pour les réunions de l'anniversaire, date qui leur a paru trop éloignée de celle que la Société de Statistique de Londres avait adoptée pour son propre jubilé.

Le Conseil, reconnaissant le bien-fondé de cette réclamation, a décidé que les réunions du 25^e anniversaire, qui devaient avoir lieu dans la première semaine de juin, seraient reportées à la troisième semaine du même mois, c'est-à-dire du 14 au 18 juin inclusivement.

Il fallait prévenir officiellement les intéressés de cette décision. Dans ce but, une seconde lettre a été écrite au Ministre des affaires étrangères qui a bien voulu nous donner une nouvelle preuve de sa haute bienveillance, en chargeant les ambassadeurs ou ministres accrédités près des diverses puissances, de faire connaître à nos invités le changement de date fixé par le Conseil.

Les promesses de coopération reçues de l'étranger étaient assez nombreuses pour permettre au Conseil d'arrêter le programme des réunions. Ce programme a été porté à la connaissance de tous les membres de la Société par un imprimé spécial encarté dans les numéros de mai et de juin, et dont un exemplaire sera d'ailleurs adressé à chaque membre, en même temps que les lettres de convocation.

Il y a lieu d'espérer que, dans ces conditions, il ne se produira aucun malentendu, et que le programme du 25^e anniversaire pourra être pleinement exécuté.

En dehors des communications annoncées, dont plusieurs amèneront d'importantes discussions, le Conseil de la Société a voulu qu'il restât des fêtes de notre anniversaire un souvenir durable. C'est ce qui lui a donné l'idée d'établir pour la France et de demander aux chefs de statistique de l'étranger, un rapport aussi complet que possible sur l'état, l'organisation, les travaux et les publications de la statistique officielle.

En ce qui concerne la France, ce travail est fait. Il a paru dans le numéro de juin de notre Journal, lequel a été exceptionnellement distribué dans le cours du mois de mai, afin que toutes les personnes qui reçoivent notre Bulletin, tant en France qu'à l'Étranger, puissent en prendre connaissance avant l'ouverture de nos réunions.

Ce mémoire, qui n'a pas moins de 60 pages, a été rédigé sur les indications de ceux des membres de notre Société qui prennent la plus grande part aux statistiques gouvernementales. Il est précédé d'un aperçu historique dû à M. E. P. Levasseur (de l'Institut). Le tout forme un tableau d'ensemble que tous ceux qui s'intéressent aux progrès de la statistique dans notre pays devront nécessairement consulter.

L'état de la statistique officielle en France et à l'Étranger formera la première partie de l'ouvrage que le Conseil se propose, sauf l'approbation de la Société, de publier à l'occasion de notre 25^e anniversaire. La seconde partie sera consacrée aux communications présentées ainsi qu'aux discussions auxquelles elles auront donné lieu.

Ce sera là, il ne faut pas se le dissimuler, une charge considérable pour la Société; mais elle est en droit de compter que tous les amis de la science tiendront à se procurer ce volume, qui sera comme un *livre d'honneur* que chacun voudra conserver.

Le Conseil fait le plus pressant appel à tous les membres de la Société de Statistique sans exception. Il ne doute pas qu'ils ne veuillent tous participer aux réunions de notre anniversaire, ainsi qu'au dîner d'adieu qui doit les clore et où seront invités, en même temps que les savants de l'étranger, les hauts fonctionnaires du pays et quelques illustrations de la science.

Grâce à leur concours, la Société de Statistique de Paris croit pouvoir être assurée de marcher de pair avec sa sœur aînée, la Société de Statistique de Londres, dont le jubilé doit, à quelques jours de distance, succéder à celui de Paris.

Le Secrétaire général,
TOUSSAINT LOUA.

Le Président,
LÉON SAY.

Sur la proposition de M. le Président, l'assemblée décide que cette note sera imprimée, et jointe aux lettres de convocation du mois prochain.

Dans la correspondance figure une lettre écrite par M. le prince de Metternich à notre trésorier, et dont la lecture a été accueillie par l'assemblée avec tant de faveur, que nous croyons devoir la reproduire ici dans toute sa teneur, ne fût-ce qu'à titre de remerciement.

Monsieur et très honoré Collègue,

Je suis tout à fait ébahi de ce que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 4 mai dernier. Comment? nous ne sommes plus que 12 des 164 fondateurs de 1860?!!

Il faut avouer que nous donnons un bien triste tableau pour la statistique de la mortalité! Surpris de me trouver parmi ceux que vous voulez bien nommer « les

intrépides », je me sens honteux d'avoir pu si peu contribuer aux travaux d'une Société auxquels je me suis toujours fort intéressé.

Certes, et je vous remercie d'avoir franchement fait appel à la seule besogne qui soit de mon domaine, au milieu de tant d'hommes compétents.

Je me suis empressé de donner mes ordres afin qu'un panier de mon vin de Joannisberg vous soit adressé. Je regrette de ne plus posséder de grandissimes crus dans mes caves. Voilà 14 ans que je ne récolte plus que de la piquette. Heureusement qu'il y a des nuances dans les piquettes, et j'espère que celle de 1880, la meilleure que je possède, ne donnera pas une trop mauvaise idée de ce que ce vin est quand il est de grande année.

Quant au vin de Hongrie, je n'en récolte pas moi-même de bien merveilleux sur mes terres, mais je me permettrai de tricher un peu et de vous adresser un panier de tokay pas trop mauvais.

Mes occupations m'empêchent de plus en plus d'aller me retremper au milieu de vous, dans ce cher Paris qu'on n'habite pas pendant une dizaine d'années sans le regretter toute sa vie.

Veuillez exprimer, mieux que je ne pourrais le faire, mes plus vifs regrets de ne pouvoir assister au banquet du 25^e anniversaire.

J'aurais été bien heureux de serrer la main aux onze « intrépides » et notamment au trésorier-archiviste d'une Société dont je m'honorerai toujours de faire partie.

Veuillez agréer, Monsieur et cher Collègue, l'expression de mes meilleurs sentiments de franche confraternité.

Signé : Prince DE METTERNICH.

M. le Président offre à la Société, de la part du Ministre de l'instruction publique, un exemplaire du discours prononcé par M. René Goblet à la séance de clôture du congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne. En nous adressant son discours, M. le Ministre appelle l'attention de la Société sur l'utilité qu'il y aurait à préparer dès à présent le programme du congrès des Sociétés savantes en 1886. MM. les délégués, avertis lors des récentes réunions de la Sorbonne, ont déjà fait connaître le désir du Ministre de recevoir, le plus tôt possible, le texte des questions que la Société de statistique jugerait digne de figurer à l'ordre du jour de l'an prochain. Il serait important que le programme définitif pût être arrêté par les cinq sections du comité des travaux historiques et scientifiques, et publié à la fin de juin prochain.

M. le Président donne acte au Ministre de l'instruction publique de cette communication et il invite en conséquence les membres de la Société qui auraient des questions à proposer à les faire parvenir au Bureau, qui les soumettra au Conseil, chargé d'en faire le classement.

Un assez grand nombre d'ouvrages et de documents ont été adressés à la Société (1). M. le Secrétaire général signale particulièrement le dernier volume publié par le directeur général de la statistique d'Italie, sur le mouvement de la population. Cet ouvrage contient les renseignements les plus précis sur le mouvement de la population de presque tous les pays de l'Europe et des États-Unis. On y peut voir, entre autres résultats intéressants, que la diminution des mariages

(1) Voir Bulletin bibliographique.

constatée en France depuis 1877, est un fait général. Cette diminution s'est manifestée partout ou presque partout, et tient par conséquent à une cause pour ainsi dire universelle.

M. DE FOVILLE offre de la part de l'auteur, M. Arthur Noël, une série d'études forestières sur les régions de l'ouest de la France.

M. Eugène MINOT offre, au nom du Ministre du commerce, le dernier volume paru de l'exposé comparatif de la situation économique de la France, et dit quelques mots sur le commerce de notre pays avec la Chine et autres pays de l'Extrême-Orient.

M. le Secrétaire général analyse rapidement une lettre adressée à la Société par M. Cerisier, aujourd'hui secrétaire du gouvernement de la Guadeloupe, sur la question de la colonisation. M. Cerisier est partisan de la colonisation, et si cette question ne se résout pas encore par des avantages financiers pour la métropole, il montre que d'autres considérations d'un intérêt plus général, comme la grandeur de la patrie, l'extension de ses idées, l'amélioration morale et matérielle des peuples annexés, etc., doivent entrer en ligne de compte et l'emporter même sur la question un peu restreinte du *doit* et de l'*avoir*.

La parole est à M. Simonin, pour la communication qu'il avait promise, sur quelques points spéciaux du *Census* des États-Unis.

Dans une brillante improvisation, M. SIMONIN s'attache à démontrer, en s'appuyant sur la comparaison des divers *Census* : 1° que, contrairement à ce qu'on pouvait croire, la race noire est en progrès constant. Son augmentation relative dépasse celle de la race blanche, malgré le concours que l'émigration prête à cette dernière ; 2° que la race autochtone diminue, au contraire, considérablement et tend à disparaître devant l'envahissement fatal des colons.

M. Simonin donne ensuite la définition de ce qu'on doit entendre par *centre* de population. Ce centre, qui, dans les pays européens, est à peu près stationnaire, se déplace de plus en plus aux États-Unis. D'abord confiné sur la côte, il marche progressivement vers l'ouest, sans qu'on puisse affirmer cependant que ce mouvement devra se poursuivre à l'avenir dans la même direction. Déjà bien des circonstances tendent à lui imposer une déviation qui aura lieu très probablement vers le sud.

Le travail de M. Simonin sera inséré *in extenso* dans le Journal, où il sera certainement accueilli avec un intérêt aussi vif que celui qu'il a produit en séance.

L'ordre du jour appelle les communications de M. Duhamel, sur les institutions de prévoyance des mineurs en Belgique, mais l'heure avancée ne permettant pas d'ouvrir la discussion sur ce sujet important, M. le Président propose de la renvoyer à la prochaine séance ordinaire, qui aura lieu le 15 juillet prochain, et donne la parole à M. Carle BUSCH, qui demande à ajouter quelques mots aux considérations qu'il a présentées, dans la précédente séance, sur l'heure décimale considérée au point de vue pratique.

A l'appui de ces considérations, l'honorable membre met sous les yeux de l'assemblée un appareil qu'il a fait construire dans le but d'indiquer la supériorité du système proposé. On sait que le pendule actuel a une longueur de 998 millimètres, ce qui le rend d'un usage peu commode dans les applications journalières. Le nouveau pendule fondé sur l'heure décimale n'a que 180 millimètres de longueur ; pour la demi-seconde correspondant à une journée de 20 heures, une heure de 200 minutes. C'est pour ce dernier un précieux avantage qui permet de l'appliquer aux

instruments chronométriques usuels, et de mesurer des phénomènes à peu près instantanés comme les éclairs, par exemple.

M. SIMONIN ne partage pas l'opinion de l'honorable préopinant en ce qui concerne le système décimal servant à la mesure du temps. Sans recourir au pendule, n'en possède-t-on pas moins, sur la base du système actuel, des chronomètres parfaitement exacts, quoique de dimensions très réduites. Quand le système décimal a été inauguré par nos pères de la Révolution, nul n'a songé à l'employer à la mesure de l'heure et du jour. Dans le cercle, c'est le système duodécimal qui se prête le mieux aux subdivisions du cadran, en ce qu'il offre les diviseurs les plus nombreux. Cela a été compris de toute antiquité.

M. BUSCH répond que ce n'est pas lui qui a posé la question, mais le ministère de l'instruction publique. Il a voulu, seulement pour le cas où l'on adopterait le système décimal, montrer quelle pourrait être la solution pratique du problème.

M. CERNUSCHI est, comme M. Simonin, partisan du système duodécimal qui permet la division par les facteurs 2, 3, 4, 5, 6. Pour ceux qui préféreront comme type de numération les nombres 10, 100, 1,000, etc., il donne quelques indications sur la manière de ramener ces types au système duodécimal ou à un dérivé de ce système. Il conclut en reconnaissant que la réforme dont a parlé M. Busch ne lui paraît, sur aucun point, nécessaire.

Avant de lever la séance, M. le Président fait observer que la séance ordinaire du mois de juin se trouvera confondue dans les fêtes du 25^e anniversaire de la fondation de la Société, dont on connaît le programme. Il fixe donc à la séance ordinaire du 15 juillet, la lecture du travail de M. Duhamel sur les institutions de prévoyance des ouvriers mineurs, ainsi que la discussion que cette communication doit entraîner et pour laquelle se sont fait déjà inscrire MM. Keller, ingénieur en chef des mines, MM. de Saint-Genis et Georges Salomon.

La séance est levée à 11 heures.

II.

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.

SES PRÉSIDENTS.

Messieurs,

La *Société de Statistique de Paris* a bien voulu — répondant à une pensée personnelle qui est la pensée de tous ici — m'autoriser à venir rendre un public hommage à ses *Présidents*.

Je ne vous parlerai que de ceux qui ne sont plus ; ce sont sept palmes d'un respectueux souvenir que je vous demande de venir déposer devant vous.

Sept Présidents en vingt-cinq ans, c'est beaucoup et c'est peu ; c'est assurément beaucoup si l'on mesure la valeur des pertes subies ; c'est peu, si l'on se rappelle qu'aux termes de nos nouveaux *statuts*, la présidence de la *Société* est annuelle depuis 1872.

Quand une association scientifique a eu l'heureuse fortune d'être présidée par des hommes comme Villermé, Michel Chevalier, Hippolyte Passy, Er. Bertrand, Wolowski, de Lavergne et Bertillon, elle doit à la science, elle se doit à elle-même, en toute occasion solennelle, de montrer qu'elle garde pieusement le souvenir de ceux qui ont dirigé ses premiers pas, encouragé ses efforts naissants, conduit ses travaux et qui l'ont amenée, enfin, après un quart de siècle, à présenter un bilan scientifique réellement considérable.

C'est par un homme de bien, dans le sens le plus large et le plus sincère de l'expression, que s'ouvre la liste de vos Présidents décédés.

M. Villermé n'avait pas ce que l'on appelle, par un abus de langage, le défaut de ses qualités ; il aimait la précision et la clarté : il n'attacha son nom, à une époque où les sources faisaient souvent défaut, qu'à des travaux précis et clairs.

La biographie de notre premier *Président d'honneur* a été faite ; on a montré son enfance modeste et sa vieillesse encore plus amie de la modestie ; on a raconté les difficultés qu'il eut à surmonter pour acquérir cette instruction qui devait le conduire au doctorat en médecine et les difficultés non moins grandes qui traversèrent sa vie de praticien. Ce que je dois rappeler ici, c'est l'impulsion réellement utile qu'il donna aux études de statistique sociale et c'est à sa mémoire qu'il faut reporter divers essais de ce genre.

A cette initiative, j'ajouterai et, devant vous, Messieurs, c'est un grand titre d'éloges, que les travaux de Villermé — en se reportant, bien entendu, à l'époque où il les exécuta — dénotent une conscience de recherche, une sincérité d'investigation qui sont les seuls guides que la statistique doit suivre, car ils conduisent, comme ils conduisirent votre premier *Président d'honneur*, à des conclusions autorisées ou tout au moins à des déductions tempérées par une sage réserve.

J'ai dit que M. Villermé fut homme de bien ; il le prouva, comme vous savez, lors de l'épidémie cholérique de 1832, pendant laquelle il reprit avec un zèle peu

commun, l'exercice de sa profession. Après avoir servi la France comme médecin militaire, il sut rendre de signalés services aux habitants de Paris, par le dévouement dont il fit preuve en portant les secours de la science à ceux qui étaient victimes du fléau et en faisant surtout preuve d'un rare courage; il en fut récompensé; mais, pour lui, la meilleure récompense était d'avoir fait son devoir.

Membre d'un grand nombre de Sociétés, Villermé apportait à plusieurs un actif concours; la *Société de Statistique de Paris* était bien de celles-là et l'on pourrait même dire que, dans sa pensée, elle occupait le premier rang, s'il était permis d'oublier l'Académie des sciences morales et politiques dont il fut élu membre en 1832 et qu'il a eu l'honneur de présider pendant l'année 1849 (1).

Villermé fut un homme de bien, ai-je dit ! Ai-je besoin de rappeler l'amour qu'il portait aux malheureux, la sympathie dont il usait à l'égard des ouvriers? nul, parmi vous, n'a oublié les travaux remarquables qu'il entreprit et qu'il mena à bien sur la situation morale et matérielle des classes laborieuses (2).

La médecine, la statistique et l'économie politique ont été les trois passions de sa vie; mais je vous dois la vérité, si j'ai mis la médecine en premier lieu, c'est que Villermé l'y plaçait également. Aussi, sa statistique, et même ce que l'on a cru pouvoir appeler son économie politique, se rapportaient-elles toujours — presque toujours — aux applications médicales.

Amoureux de ce qui était bon et bien, votre premier Président s'éteignit à Paris, le 16 novembre 1863 (3), à l'âge de 81 ans, après avoir offert, comme le disait un de ses confrères, « pendant le cours de sa longue carrière, le rare modèle d'un esprit distingué, puisant toujours ses inspirations dans un excellent cœur et un noble caractère (4) ».

Ce jugement, la postérité l'a ratifié et la liste de vos Présidents porte en tête un nom qui oblige.

Nous allons en avoir la preuve.

Depuis le 5 juin 1860, date de votre première réunion à l'Hôtel de Ville, dans la salle dite de la Caisse d'épargne, séance dans laquelle Villermé était acclamé comme *Président d'honneur*, cet héritage n'a jamais été ni plus honorable ni plus honoré.

Il fut, il est vrai, éclatant; il fut même illustre et la mort qui semble se plaire aux contrastes, le destin qui semble aimer les oppositions, nous imposent tout aussitôt le souvenir d'un homme comme ils sont rares, d'une personnalité originale et réellement considérable.

En effet, à Villermé, votre premier *Président d'honneur*, je dois faire succéder, pour suivre l'ordre nécrologique, votre premier Président effectif, **Michel Chevalier**.

*
* *

(1) M. Villermé était membre, depuis la fondation de la quatrième section, de l'Académie des sciences morales et politiques qui portait alors le titre « d'économie politique et statistique ». Par décret du 9 mai 1866, rendu sur la proposition de M. Duruy, qui est aujourd'hui l'un des membres de cette Académie, cette section a pris le titre d'*Économie politique et finances, statistique* qu'elle porte actuellement.

(2) La nomenclature des écrits de Villermé se trouve reproduite à la fin de la notice de M. le Dr Guérard.

(3) Louis-René Villermé est né à Paris, le 10 mai 1782.

(4) *L. R. Villermé*, par M. le Dr Alph. Guérard. — Notice biographique d'un réel intérêt extraite des *Annales d'hygiène* et insérée dans le *Journal de la Société de statistique de Paris*. 1863, p. 46 et 78.

Dès 1861, le sénateur, le membre de l'Institut qui était l'un de vos fondateurs, voulait bien vous apporter son précieux et zélé concours ; il resta à votre tête jusqu'en 1868.

Ce serait de la témérité, Messieurs, que de vouloir en quelques lignes rappeler à vos souvenirs, non la vie tout entière, mais la part que la statistique eut dans l'œuvre de cet homme de science ; ce serait une présomption que je ne veux pas sembler avoir, que de tenter le récit d'une carrière aussi longue, aussi active, aussi remplie.

Et, cependant, la science statistique doit revendiquer Michel Chevalier comme l'un des siens et comme l'un de ses maîtres et, à ce titre, il vous appartient.

Il avait toujours attaché une grande importance à cette « comptabilité nécessaire » des faits, et un homme aussi précis, aussi pratique, ne pouvait dédaigner la vérité se présentant sous la forme claire d'un chiffre.

L'un de vos Présidents, M. Vacher, a déjà montré devant vous en quels termes énergiques Michel Chevalier reconnaissait l'importance de la science qui vous assemble, notamment dans le discours qu'il prononçait, le 5 juin 1860, en inaugurant vos premiers travaux.

Nous nous rappelons encore — pour citer un souvenir personnel beaucoup plus récent — qu'il ne manquait aucune occasion de déclarer bien haut l'utilité de la statistique dans ce cours d'économie politique qu'il professa au Collège de France avec un talent qu'aucun successeur ne paraissait pouvoir égaler s'il ne se fût trouvé, en quelque sorte, un second lui-même (1).

Michel Chevalier accordait même à la statistique une part si large dans le domaine de la science économique, qu'il me serait utile d'emprunter devant d'autres que vous son propre langage, pour établir avec autorité d'aussi lointaines limites ; d'un mot, Messieurs, je vous rappellerai que votre premier Président attachait une valeur considérable à ce que l'on appelle aujourd'hui la statistique internationale ou comparée ; c'est elle qui vous réunit et votre présence est le meilleur témoignage de son existence, de son utilité et de ses progrès.

Dans ses écrits, dans ses discours, dans sa conversation même, Michel Chevalier a toujours fait preuve d'une vaste érudition statistique et les chiffres les plus précis, les faits nombrés avec une rigoureuse exactitude s'entremêlaient dans son langage écrit ou parlé et venaient s'allier heureusement à une originalité d'expression, à une verve peu commune, en un mot à un style qui était bien l'homme même et qui était plein de charme.

Né à Limoges, le 13 avril 1806, Michel Chevalier entra, en 1824, à l'École polytechnique et en sortit dans le corps des mines.

Doué d'un esprit d'une vivacité exceptionnelle, il se fit journaliste, collabora au *Globe* qui était alors une tribune, on pourrait dire presque une chaire ; passa au *Journal des Débats* où il donna ses *Lettres sur l'Amérique du Nord*, qu'il écrivit pendant une mission spéciale, et qui sont restées un modèle accompli.

Cette intelligence lancée dans un monde tout jeune, cette ardeur trouvant un champ aussi vierge, transformèrent Michel Chevalier ou, plus exactement, lui tracèrent

(1) M. Paul Leroy-Beaulieu, membre de l'Institut, rédacteur en chef de l'*Économiste français*, nommé professeur d'économie politique au Collège de France (1^{er} mai 1880) en remplacement de Michel Chevalier, son beau-père.

sa véritable voie ; il revint en France avec des idées nouvelles, il apportait dans sa valise une véritable révolution — une révolution toute pacifique s'entend.

Transportant dans nos vieilles coutumes ce qu'il avait si bien étudié au delà de l'Atlantique, il écrivait son bel ouvrage sur les *Intérêts matériels en France* et, après diverses missions, il entra au Conseil d'État, puis au Collège de France, en 1840, comme successeur de Rossi ; il trouvait là une chaire pour dire *urbi et orbi* ce qu'il croyait le vrai et le bien.

A partir de cette époque, Michel Chevalier est un véritable novateur ; il est, en France, l'apôtre de la liberté du travail et du commerce ; mais ce n'est pas sans peine que les missionnaires triomphent !

Il est de l'*Association pour la liberté des échanges* avec des hommes que l'on cite toujours volontiers, ce sont : Dunoyer, Blanqui, Horace Say, Léon Faucher, Wolowski, Bastiat, Joseph Garnier. La lutte fut longue, car elle rencontra bien des obstacles ou politiques ou autres.

C'est, ici, que je devrais vous rappeler les belles *Lettres sur l'organisation du travail* qu'écrivit Michel Chevalier en 1848, car il invoquait avec un rare bonheur une foule de données statistiques.

Mais puis-je vous dépeindre Michel Chevalier tout entier ; puis-je vous redire cette lutte incessante, ce combat sans trêve ni repos qu'il soutint et dans lequel, allié à Cobden et à M. Rouher, il arriva, convainquant les uns, laissant dire les autres, méprisant les calomnies, mais répondant toujours aux attaques, à ces traités de 1860 qui ne sont pas la liberté comme il la rêvait, qui ne sont pas ces *desiderata* économiques vers lesquels tend la science et qui, menacés de divers côtés, battus en brèche par des intérêts particuliers, restent encore en partie debout, car ils sont l'intérêt de tous.

Atteindre un but aussi élevé et aussi noble n'est pas chose facile ; il fallait être doué, comme l'était Michel Chevalier, pour y parvenir ; il mit au service de cette cause qui fut sa vie, et ses fonctions diverses (1), et ses travaux (2), et son enseignement, et même toutes les occasions qui s'offraient à lui ; on peut même dire qu'il en fit naître.

Mais j'allais oublier que c'est Michel Chevalier, le Président de la *Société de Statistique de Paris*, que vous saluez ici et que je n'ai à vous parler ni de l'économiste (3), ni du fonctionnaire si justement honoré.

(1) Maître des requêtes au Conseil d'État, ingénieur en chef des mines, député, Michel Chevalier devint conseiller d'État le 25 janvier 1852 et fut nommé sénateur le 14 mars 1860 ; il fit partie des commissions des expositions de 1839, de 1844, de 1849, de 1855 et de 1867 en France ; en 1861, il était président du jury de l'Exposition universelle de Londres. Grand-officier de la Légion d'honneur (1^{er} janvier 1861), il était, en outre, décoré d'un grand nombre d'ordres étrangers.

(2) En dehors des ouvrages déjà cités, il faut mentionner : *La Marseillaise du travail*, article qui fit sensation dans le *Globe* (11 septembre 1830) et surtout sa belle *Introduction aux rapports du Jury international*, après l'Exposition universelle de 1867, qui était comme une suite de son volume : *l'Exposition universelle de 1862*. Mentionnons encore son *Cours d'économie politique* fait au Collège de France et son *Examen du système commercial*, connu sous le nom de *système protecteur*.

(3) Michel Chevalier, élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques (section d'économie politique) le 1^{er} février 1851, par 19 voix sur 22 votants, en remplacement de M. Villermé, qui passait dans la section de morale, a eu pour successeur M. Léon Say, élu par 30 suffrages sur 34 votants. M. Léon Say, membre libre de cette Académie, depuis le 12 décembre 1874, a été remplacé, le 5 juin 1880, par M. Boutmy.

Toujours au premier rang des lutteurs, votre ancien Président ne connut jamais le repos, brisé par le deuil de la patrie, ayant perdu toute espérance de pousser plus avant son œuvre de liberté économique, Michel Chevalier, que tant de liens unissaient à l'Angleterre, voulut encore donner ses soins à un projet de jonction sous-marine entre ces deux grands voisins.

C'était encore servir cette idée qui fut l'idée-mère de sa vie (1), une idée de libre *conversation* comme on disait jadis ou, pour parler comme tout le monde aujourd'hui, d'échange libre entre des nations libres.

Il ne croyait pas aux frontières ; elles n'étaient pas pour lui des obstacles invincibles ; il n'y avait, aux yeux de Michel Chevalier, ni détroit, ni chaîne de montagnes, ni océan qui pussent obliger un peuple à rester isolé chez lui ; il avait entrevu un commerce général pour les choses ; il aspirait peut-être à voir un semblable commerce s'établir entre les hommes (2).

La fin de l'année 1879 reste, Messieurs, comme l'année 1880, enveloppée pour la *Société de Statistique de Paris* d'un voile de deuil.

A Michel Chevalier qui mourait en novembre 1879, à Ernest Bertrand, à Léonce de Lavergne qui vous sont enlevés, en 1880, il faut ajouter le nom d'**Hippolyte Passy**, et celui-là aussi est de ceux qui ne s'oublient pas.

Un académicien de l'esprit le plus fin et le plus charmant voulait bien nous dire, il y a quelques mois, en nous entretenant d'une perte récemment éprouvée par la Compagnie dont il a l'honneur de faire partie et qu'il honore aussi, que souvent, pour bien parler sur une tombe, il faut « avoir fait du théâtre ».

Le mot était juste, car la pensée qui le dictait était, dans le cas présent, tout à fait en situation. Elle ne le serait peut-être pas pour une vie comme celle de votre vénéré Président, M. Hippolyte Passy.

Quelle existence moins théâtrale que la sienne ; quelle vie plus simple, même dans les situations les plus élevées ; quelle absence absolue de mise en scène ; quel calme dans des temps difficiles ou tristes ; quelle sérénité en toutes occasions !

C'est sous cet aspect et sous ce seul aspect qu'il nous a été donné de connaître M. Hippolyte Passy ; c'est aussi sous cette forme que sa mémoire reste gravée dans le cœur de nous tous.

Il en est bien peu, aujourd'hui, qui aient connu l'élève de l'École de cavalerie de 1809 ou le lieutenant de hussards de 1812 ; peu qui aient vu à l'œuvre le journaliste de 1828, et si quelques-uns se rappellent encore le député ou le ministre (3),

(1) Michel Chevalier est mort dans son château de Montplaisir, près Lodève (Hérault), le samedi 28 novembre 1879.

(2) Parmi les articles ou notices biographiques nous citerons :

Journal officiel du 4 décembre 1879 ;

L'Économiste français du 6 décembre 1879 ; article signé : Paul Leroy-Beaulieu ;

Michel Chevalier, sa vie et ses travaux, par M. G. de Molinari (*Journal des Débats* et *Journal des Économistes*. Janvier 1880, p. 30) ;

Discours de M. Vacherot à l'Académie des sciences morales et politiques (6 décembre 1879) ;

L'Enseignement de l'économie politique au Collège de France. — *Michel Chevalier*, par M. E. Levasseur (*Revue politique et littéraire*, 20 décembre 1879) ;

Journal de la Société de statistique de Paris (mars 1880).

(3) M. Hippolyte Passy a fait partie de quatre ministères. Trois fois, il a été à la tête de l'administration des finances, en 1834, en 1839 et en 1848 et, une fois, ministre du commerce en 1836.

ou même le pair de France (1), il en est un plus grand nombre, parmi vous, qui retrouvent dans leurs plus chers souvenirs l'aimable vieillard (2) qui était un académicien modèle (3) et qui dirigeait vos séances avec tant d'aménité.

Vous aviez appelé M. Hippolyte Passy, dès le 4 décembre 1861, à l'une de vos vice-présidences ou, plus exactement, vous aviez créé pour lui un troisième fauteuil ; c'est en 1868 que Michel Chevalier, démissionnaire, était remplacé par Hippolyte Passy qui resta à votre tête pendant quatre années, pour devenir, en 1873, votre *Président d'honneur*.

Aussi bien à l'Institut, en qualité de correspondant dès 1833, lors du rétablissement de l'Académie des sciences morales et politiques, ou de membre titulaire en remplacement du prince de Talleyrand, le 7 juillet 1838, qu'à la Société d'économie politique, dont il était l'un des fondateurs, ou que dans notre association, M. Hippolyte Passy occupait une situation à part, j'allais dire unique. Il était comme un « bon génie ».

C'était le conseiller aimable dont nul n'invoquait inutilement l'expérience ; c'était le travailleur zélé qui acceptait toutes les tâches et les accomplissait à merveille ; qu'il s'occupât de politique ou d'économie politique, qu'il traitât des questions purement financières ou des sujets de statistique, en toute occasion, son avis était autorisé au premier chef et son jugement était au-dessus de tout recours.

C'est un spectacle un peu à part dans notre époque, Messieurs, que celui d'un contemporain qui ne trouve que des admirateurs et des amis ; ce spectacle qui m'a, jadis, vivement frappé, m'a paru de nature à vous être tout particulièrement retracé, bien qu'il l'ait été déjà avec une autorité sous laquelle je me sens à l'abri (4).

Ce n'est point que la vie de M. Hippolyte Passy manque de traits charmants que j'aurais plaisir à vous redire, ce n'est point que son nom ne soit resté attaché à des écrits considérables bien que peu nombreux, ce ne sont pas les services qu'il a rendus à son pays et à la science qui font défaut et dont le récit le louerait énergiquement ; mais non ! tout cela, à mon sens et, permettez-moi de le dire, à l'avis de M. Hippolyte Passy lui-même, était peu de chose ; car, chez lui, la simplicité primait tout et ce qui lui tenait le plus au cœur c'était de justifier, sans le chercher, le titre que tous ceux qui l'ont connu lui confèrent : celui d'homme de bien ; j'aime mieux dire de « sage ».

M. Hippolyte Passy était bien, à mon avis, l'homme des présidences ; aussi en occupa-t-il beaucoup ! car c'était plus un directeur qu'un lutteur, au moins dans la dernière partie de sa longue existence.

Vous me pardonnerez, Messieurs, d'avoir surtout envisagé M. Hippolyte Passy à ce point de vue un peu particulier ; vous oublierez avec moi que M. Passy écrivit

(1) M. Hippolyte Passy, qui était commandeur de la Légion d'honneur du 24 avril 1845, avait été fait chevalier par l'Empereur Napoléon I^{er}, pour action d'éclat « deux jours avant ses vingt ans révolus ».

(2) Hippolyte Passy, né à Garches-Villeneuve (Seine-et-Oise), le 16 octobre 1793, mourut à Paris, le 1^{er} juin 1880 ; l'inhumation a eu lieu à Gisors (Eure), le jeudi 3 du même mois.

(3) M. Hippolyte Passy a eu pour successeur à l'Académie des sciences morales et politiques (section d'économie politique et finances, statistique) M. Victor Bonnet, élu, le 5 février 1881, par 26 suffrages sur 36 votants.

(4) Voir les paroles prononcées par M. Jules Simon dans la séance de l'Académie du 5 juin 1880 et l'allocution de M. E. de Parieu, le même jour, à la réunion de la Société d'économie politique.

sur l'*Aristocratie*, sur les *Formes du Gouvernement*, sur les *Systèmes de culture*, sur les *Causes de l'inégalité des richesses*; vous oublierez aussi, et cette courte mais remarquable étude que signa M. Hippolyte Passy sous ce titre : *Des Services que rend et peut rendre la statistique*, et ce discours d'inauguration des conférences, tenues en 1878, dans lequel, mieux que quiconque, votre doyen et le président de cette sorte de congrès exposait l'importance de la science que nous cultivons ; mais, vous ne me pardonneriez pas de vous avoir dit ses campagnes en Russie, de vous avoir cité ses divers ministères ; car s'il fut donné à votre Président de remplir de si nombreux et si variés offices, il le fit avec des sentiments si simples que chacun paraissait oublier de tels services, comme il les oubliait lui-même (1).

Un reconnaissant souvenir me faisait un devoir de le redire ici.

Après M. Hippolyte Passy et avant les pertes considérables que nous aurons encore à déplorer, il en est une qui atteignit très vivement notre Compagnie pendant cette même année 1880.

M. Ernest Bertrand, qui avait toujours apporté à vos travaux un très sérieux intérêt et dont la collaboration n'avait pas été sans notoriété, était salué d'un tribut d'hommages par M. Vacher, dans la séance du 8 décembre.

Vos anciens se rappellent combien le concours de M. Bertrand leur fut utile : il avait pris une part considérable à la rédaction de nos *statuts* et de notre *règlement* ; il avait même — ce fait est à noter ici — donné, chez lui, dans des temps difficiles, une gracieuse hospitalité aux réunions de la *Société de Statistique*.

Magistrat distingué, il avait compris toute l'importance qui peut être tirée de la constatation des faits et nul n'a oublié le travail considérable, dans lequel établissant que « la statistique est une science », il avait montré un des points de cette science : son application à l'étude des faits sociaux.

M. Bertrand n'était pas de ceux qui croyaient — cela était encore admis de son temps — que, suivant une parole tombée d'une tribune parlementaire, la statistique est « l'art de grouper plus ou moins habilement les chiffres » ; selon lui — et il était dans le vrai, — notre Président considérait la statistique comme étant appelée à donner « aux sciences qui ont pour objet l'homme vivant en société, des fondements certains, en substituant la réalité des faits aux hypothèses *à priori* et aux utopies ».

Il serait également injuste de passer sous silence les études réellement remarquables que M. Ernest Bertrand écrivit sur divers points de statistique judiciaire ou sur la moralité des classes ouvrières.

Peut-être M. Bertrand n'avait-il pas, comme M. le conseiller Valentin-Smith, l'un de ses collègues à la cour de Paris et l'un des nôtres, entrevu ce que celui-ci a appelé la « philosophie de la statistique » ; peut-être n'agrandissait-il pas assez un domaine que nous n'avons pas à délimiter ici !

(1) Consulter les notices ci-après :

M. Hippolyte Passy, par M. A. Dufrénoy (*L'Économiste français* du 5 juin 1880) ;

Hippolyte Passy, par M. Toussaint Loua (*Journal de la Société de statistique de Paris*, juillet 1880) ;

La Vie et les services militaires de M. Hippolyte Passy, par M. Ed. Bonnal (*Journal des Économistes*, août 1880).

Toutefois, il est juste, en rendant à son souvenir un hommage mérité et qui est resté honoré dans le monde judiciaire, de s'autoriser des travaux de M. Ernest Bertrand pour affirmer, une fois de plus, qu'en connaissant les *faits* par la statistique, l'économiste et l'homme politique peuvent découvrir les *lois* qui les régissent et les *causes* qui les produisent.

Nous ne saurions oublier non plus que M. Bertrand présida en partie quelques-unes des séances des réunions publiques tenues en 1867 et passer sous silence l'affection qu'il portait à notre association.

De tels souvenirs sont utiles à rappeler ; ils ne sauraient que trouver un écho fidèle dans cette enceinte.

La succession de nos Présidents décédés m'amène à vous parler de **Wolowski** qui mourut, à l'âge de 66 ans, à Gisors (Eure), le 15 août 1876 (1), au milieu des siens, dans la propriété de son gendre, M. Louis Passy.

Je serais quelque peu empêché — pourquoi ne pas l'avouer — d'avoir à vous entretenir brièvement de Wolowski, car cet homme multiple a trouvé un biographe (2) qui a écrit sa vie en plus de cinq cents pages in-8° et je ne pourrais, cependant, pas blâmer cet auteur d'une telle abondance ; oui, j'aurais quelque peine à résumer, en peu de lignes, la vie si remplie de Wolowski si je ne me rappelais que je ne dois avoir pour objet que le statisticien.

Même restreint à de telles limites, le champ à parcourir est encore des plus vastes, car votre Président fit de la statistique, non seulement pour lui, mais pour vous.

Il en faisait pour ses nombreuses études sociales et financières, il en fit pour suivre ou diriger vos travaux. Vous savez l'ardeur qu'il apportait en toutes choses, vous savez l'extrême bon vouloir qu'il mettait à s'acquitter de toutes les missions qui lui étaient confiées.

La présidence de la *Société de Statistique de Paris* qu'il exerça en 1874, ne fut point pour lui une sinécure, cette présidence remontait en fait à plusieurs années ; car, dès 1867, lors des réunions internationales que la *Société* tint au mois d'août, Wolowski fut élu Président et se dépensa généreusement dans cette occasion. Il était, d'ailleurs, grand ami des congrès, grand ami des étrangers, grand ami des études comparées.

Vous savez que, pour se délasser d'un labeur à outrance, Wolowski avait coutume de monter en chemin de fer et de faire quelques milliers de kilomètres ; puis, pour se reposer, malgré lui, il étudiait avec une activité qui ne connaissait point d'obstacles le pays où il se trouvait. Ses investigations portaient sur les hommes et sur les choses ; il les examinait sur place avec d'autant plus de facilité qu'il possédait plusieurs langues ; les hommes, il les fréquentait, c'est la meilleure manière de les connaître. De ces contacts, il rapportait d'utiles observations sur les faits et la France en a souvent bénéficié ; de ces rapprochements avec les personnes, il rapportait d'agréables relations et conservait avec tous ceux qu'il avait connus des intimités que la mort seule a pu éteindre.

(1) Wolowski était né, le 31 août 1810, à Varsovie (royaume de Pologne).

(2) *Wolowski, sa vie et ses travaux*, par M. Antony Roulliet, lauréat de l'Institut (ouvrage récompensé par l'Académie des sciences morales et politiques. Concours Léon Faucher, 1880). 1 vol. gr. in-8° de 502 pages. Paris, Guillaumin et C^{ie}, 1880.

Invoquer de tels souvenirs, c'est faire l'éloge de l'homme privé et aussi celui du savant.

Wolowski aimait la statistique et, fort jeune, il avait compris tout le parti qui peut en être tiré; dès 1847, la notoriété de ses travaux, dans cet ordre d'idées, avait franchi nos frontières et, à cette date (1), il était élu membre correspondant de la Commission centrale de statistique de Belgique qui est, comme nous le savons tous, une association que bien des pays envient à notre voisine et une Compagnie à laquelle tout statisticien est fier d'être attaché par des liens plus ou moins intimes.

Wolowski aimait l'étranger, vous ai-je dit. Il en donna de très fréquentes preuves, en suivant avec zèle ces congrès internationaux qui réunissaient jadis, successivement dans les principales capitales de l'Europe, en un heureux et si profitable commerce, de savants statisticiens ou tout au moins des hommes compétents. En 1863, il était votre délégué au congrès de Berlin; en 1867, au lendemain des réunions de Paris que Wolowski avait si heureusement dirigées, il se rendait à Florence (2) pour assister au congrès de statistique au nom de l'Académie des sciences morales et politiques; en 1869, Wolowski est à La Haye, comme délégué officiel du gouvernement français et aussi comme votre représentant; il préside la section des finances.

C'est en 1874 que vous le placiez à la tête de votre bureau; depuis 1861-1862, presque chaque année, il occupait le premier fauteuil de vos vice-présidents.

Tel est Wolowski statisticien, mais ce n'est point tout Wolowski; j'ai dû passer sous silence l'économiste, l'homme politique, le légiste et, cependant, Messieurs, c'est surtout, je vous en dois l'aveu, dans ces diverses directions que Wolowski fut un homme véritablement supérieur.

L'économiste — ce serait croire qu'il en est parmi vous qui n'ont pas présents à la mémoire ses nombreux travaux que de vous en faire l'éloge; l'homme politique — son nom fut si souvent à l'ordre du jour du Parlement, qu'à deux reprises différentes, avec un interrègne cependant considérable, il occupa l'opinion publique d'une manière persistante et toujours utile; le légiste — sa trace est marquée par des institutions de la plus haute importance; car c'est à lui — il serait injuste de paraître l'oublier — qu'est due l'importation en France du crédit foncier. C'est, grâce à ses persévérants labeurs, que notre régime hypothécaire a été heureusement modifié.

Fidèle à lui-même en politique, fidèle à lui-même en économie politique, on pourrait dire fidèle à lui-même en toutes choses, Wolowski a parcouru une carrière extrêmement remplie; dans bien des directions, il a laissé une trace ineffaçable.

Parmi vous, Messieurs, qui ne devez considérer Wolowski que comme statisticien, vous ne le séparez point cependant du professeur éminent que son successeur a loué en termes si justes (3); vous ne l'isolez pas du publiciste qui a signé tant de

(1) Le nom de Wolowski se trouve inscrit (3 novembre 1847) à côté de ceux de Michel Chevalier qui était, depuis le 5 juin 1861, membre correspondant de la Commission centrale; citons également: MM. Villermé (16 novembre 1842), Valentin-Smith, le Dr Bertillon (1^{er} avril 1856), Maurice Block (5 décembre 1860), de Lavergne (5 juin 1861), pour ne parler que des statisticiens français.

(2) Les délégués de la Société à Florence étaient MM. Legoyt et Toussaint Loua.

(3) *La Vie et les travaux de M. Wolowski*, par M. E. Levasseur. Voir également les intéressantes notices de MM. Baudrillart, Ed. Laboulaye, Léon Aucoc, Paul Leroy-Beaulieu et Barral.

travaux justement estimés (1); vous ne voulez point oublier qu'il fut un économiste de haute valeur et qu'il se montra un polémiste armé de toutes pièces dans des luttes parfois très ardentes et dans des débats où la passion n'eut peut-être que trop de part.

Même dans ses défaites, Wolowski ne paraissait pas vaincu, vous ne le lui auriez, d'ailleurs, pas fait croire; même à la suite de ses victoires, Wolowski n'en tirait aucune vanité, car il avait combattu le bon combat et s'il triomphait c'est qu'il avait mis au service d'une idée qui lui était chère ou d'une réforme dont il voulait doter son pays d'adoption, une ardeur et un talent que vos suffrages avaient consacrés, comme ils le furent, non seulement par l'Institut de France, dès le 19 mai 1855 (2), mais par un grand nombre de Compagnies françaises ou étrangères dont Wolowski était fier de faire partie et au sein desquelles il montra, jusqu'à ses derniers jours, une activité vraiment juvénile, un amour rare du travail et où il lui fut donné de se créer des titres à l'amitié, au respect et à la reconnaissance de tous.

Vous êtes de ce nombre et la *Société de Statistique* n'oublie pas de tels morts (3).

Léonce de Lavergne (4) remplaça Wolowski au fauteuil de votre présidence.

Prenant séance, le 4 novembre 1876, M. de Lavergne exprimait en des termes dont il avait le secret la douleur qu'il éprouvait et que tous éprouvaient de la mort de Wolowski; regrettant de n'avoir pu s'associer aux hommages qui avaient été précédemment rendus à cet « ami de quarante ans » par MM. Levasseur, Bersot et Peligot.

Et, en cette occasion, je n'aurais qu'à laisser la parole au premier de ceux-ci; car les circonstances ont voulu que, pour satisfaire à de louables coutumes et aussi à des sentiments de reconnaissance personnelle, il ait eu à prendre la parole sur la tombe de cinq de nos anciens Présidents.

Comment donc vous redire ici, après tant de modèles, ce que fut Léonce de Lavergne; comment vous montrer ses modestes débuts à Toulouse, vous décrire ses espérances quelquefois déçues, vous initier à ses luttes comme journaliste et vous conduire jusqu'à son entrée, en 1842, au Conseil d'État en qualité de maître des requêtes. C'est, en effet, par les lettres et en occupant même la dignité « de maître et mainteneur des jeux floraux » que de Lavergne arriva à la statistique; vous voyez que des chemins très divers conduisent vers vous!

Mais il ne fit de la science qui vous réunit qu'une étude un peu tardive; sa belle et longue collaboration à la *Revue des Deux-Mondes*, je dirais presque ses grands ouvrages agronomiques ne sont pas, à proprement parler, des travaux de statistique. Et cependant, cette absence est plus apparente que réelle; l'étude des faits se rencontre dans certains travaux insérés dans le *Journal des Économistes*, mais M. de Lavergne avait le talent — un peu cherché, il faut le reconnaître — de cacher

(1) La liste des ouvrages de Louis Wolowski se trouve pages 454 et suivantes dans : *Wolowski, sa vie et ses travaux* cité plus haut.

(2) Le successeur de Wolowski à l'Académie des sciences morales et politiques est M. Frédéric Passy.

(3) Voir l'éloge de Wolowski, par M. E. Levasseur, au congrès international de statistique tenu, en 1876, à Budapest.

(4) Gabriel-Louis-Léonce Guilhaud de Lavergne, né à Bergerac (Dordogne), le 24 janvier 1809, et mort, à Versailles, le 19 janvier 1880.

la peine que nécessite toute étude sérieuse. Très bien doué, très heureusement outillé, très muni du côté littéraire, votre ancien Président se plaisait à l'art d'écrire et il avait raison, car il a su être, dans toute la force du terme, un vrai lettré, en même temps qu'il est resté un économiste et un agronome.

Agronome, il l'était d'enfance et de goût; il le devint encore avec les années et avec le travail, car vous n'ignorez pas l'éclat tout particulier dont son professorat à l'Institut agronomique est resté entouré.

Économiste, il fut conduit à l'étude des faits sociaux par l'amour qu'il portait à tout ce qui peut être utile à l'homme (1) et aussi par ce besoin des grands cœurs qui les pousse vers le progrès.

On a soutenu — la chose n'est pas actuellement hors de propos — que Léonce de Lavergne était protectionniste, pour se servir d'un mot usité. Non, Messieurs, M. de Lavergne ne professait pas de tels sentiments, bien loin de là; il allait plus avant que beaucoup d'autres dans cette direction; il s'était même déclaré l'adversaire des octrois et, comme le disait son collègue Joseph Garnier (2), M. de Lavergne s'était donné la mission d'éclairer les agriculteurs et d'enseigner que la protection douanière leur est nuisible, ce qu'il traduisait lui-même d'un mot en disant un jour : « L'agriculture française n'a pas besoin de protection. »

J'aimerais mieux dire qu'elle réclame la liberté et que la statistique lui fournit des armes dans cette direction.

Léonce de Lavergne voulait la liberté et, agronome, il la réclamait pour les agriculteurs. Avez-vous oublié cette part tout à fait prépondérante prise par Michel Chevalier aux traités de 1860, à ces traités que Wolowski considérait comme ayant été faits trop vite et comme étant purement et simplement la substitution du régime de la protection au régime de la prohibition?

Et M. Hippolyte Passy était-il l'ennemi de la liberté?

Et M. Léon Say? — Mais je m'arrête sur ce nom qui n'a pas à figurer ici; il est trop militant dans cet ordre d'idées, à l'heure présente, pour ne pas m'avoir échappé!

Léonce de Lavergne, qui avait remplacé comme vice-président de la Société d'économie politique Horace Say (3), le père de votre Président actuel et le fils du célèbre Jean-Baptiste Say, n'occupa le fauteuil de votre présidence qu'après M. Clément Juglar, en 1876, et avant M. Levasseur.

Tous, vous avez encore devant les yeux la figure un peu sévère, mais douce cependant, de votre ancien Président; tous, vous avez encore dans le souvenir ce langage châtié, correct, fin, élégant dont de Lavergne se servait en toute occasion; vous avez aussi, malheureusement, encore devant les yeux les traces des souffrances cruelles dont les dernières années de sa vie furent marquées; vous le voyez — comme nous l'avons vu — se faisant transporter, sur un fauteuil où il était enchaîné par la goutte, soit au Sénat pour déposer son vote, soit à l'Académie (4).

(1) Voir dans le *Journal de la Société de Statistique*, 1876, pages 253 et suivantes, une intéressante discussion relative au ralentissement de la population suscitée par une lettre de M. de Lavergne publiée dans l'*Économiste français* du 19 août 1876.

(2) Réunion de la Société d'économie politique du 5 mai 1860.

(3) Le 5 février 1861, M. Léonce de Lavergne était élu par 24 voix sur 31 suffrages.

(4) M. Léonce de Lavergne, élu membre de l'Institut, en 1855, par suite du décès de Léon Faucher, a été remplacé, le 24 avril 1880, par M. Maurice Block, un des vétérans de la science statistique et l'un des rares statisticiens qui ont pris part aux huit sessions des congrès internationaux.

Son arrivée était toujours et partout saluée par de respectueuses poignées de main et l'on louait tout bas ce courageux citoyen, ce savant que la douleur ne terrassait pas.

On a dit que de Lavergne n'avait pas eu « toutes les satisfactions que son mérite pouvait lui faire désirer » ; ce que vous direz avec moi, Messieurs, c'est qu'il a laissé parmi nous une place dont le vide était difficile à combler, celle d'un statisticien ami et heureux ami des lettres et surtout d'un économiste de valeur et d'un agronome de grand talent (1).

Vous lui aviez confié dans votre Compagnie la place d'honneur ; il en était digne.

Cette longue suite de pieux souvenirs se terminerait ici, Messieurs, si, après quelque temps de répit, le mois de mars 1883 n'était encore venu faire un vide parmi vos Présidents.

Vide sensible, car il frappait un statisticien qui vous appartenait dès la fondation de votre Société.

Le docteur Louis-Adolphe Bertillon était un statisticien ; il serait plus juste de dire, avec lui, qu'il fut un *démographe*, employant un terme qui a obtenu droit de cité dans la science que cultive votre Compagnie et qui était bien un peu comme il l'est encore — une sorte de patrimoine dans la famille de votre ancien Président.

Gendre d'Achille Guillard qui fut aussi *démographe*, le D^r Bertillon ne pouvait moins faire que de suivre une voie qui venait d'être, sinon ouverte, tout au moins poussée plus avant par un explorateur qui lui tenait de si près.

Ce serait trahir la vérité, Messieurs, que de ne pas affirmer que le sillon fut activement et laborieusement continué, qu'il fut creusé profondément et énergiquement et que, de cette culture, il est sorti comme une partie spéciale de la statistique qui a bien quelques titres à porter un nom particulier.

Vous avez tous présents à la mémoire les divers et nombreux travaux dus au D^r Bertillon ; nul de vous n'ignore toute la peine qu'il prit pour chercher une solution juste du problème de la *vie moyenne* et beaucoup ont utilisé les recherches consciencieuses de l'ancien chef des travaux de la statistique municipale.

Vous avez apprécié ses patientes investigations en ce qui concerne les naissances, les mariages, les décès ; si vous n'approuvez pas toutes les conséquences que l'auteur en tirait, si parfois vous ne suivez pas les mêmes méthodes que lui pour arriver à la découverte de la vérité ; tous, vous rendez hommage à son labeur.

Ce sont surtout les faits concernant la population qui attirèrent Bertillon ; l'étude de cette vaste mine qui s'occupe de l'homme ne saurait, en effet, rester indifférente à l'homme et ce n'est pas sans grand profit pour la science que votre Président en fit l'objet constant de ses travaux.

Vous vous rappelez l'hommage qui lui fut rendu, en 1878, lors du congrès de démographie.

Cet hommage était mérité.

Ce que nous tenons aussi à signaler, c'est le labeur opiniâtre que le D^r Louis-Adolphe Bertillon eut à accomplir pour remplir la tâche qu'il s'était donnée ; mal-

(1) M. Léonce de Lavergne, par M. Arthur Mangin (*L'Économiste français*, du 24 janvier 1880) ; *Journal de la Société de Statistique de Paris*, mars 1880.

heureusement, son œuvre est éparse dans un grand nombre de recueils et le monument qu'il espérait sans doute élever n'a pu être achevé (1).

Celui qui, comme Bertillon, a parcouru une partie du chemin ; celui qui, comme lui, a élucidé ou amené à élucider quelques-unes de ces lois qui règlent l'existence humaine, celui-là n'a pas perdu sa vie (2).

Vous l'aviez appelé à présider vos séances — non seulement comme l'un de vos plus anciens (3), mais comme l'un des plus dignes ; ce n'est donc point ici qu'il serait de mise, ce mot de La Rochefoucault : « Il y a des louanges qui médisent. »

Sept noms des plus honorables, Messieurs, et parmi eux des noms éminents ; je ne me reprendrai pas : il en est d'illustres.

Cette longue liste ne saurait être décourageante ; elle est, au contraire, un puissant aiguillon. C'est, dans ce double ordre d'idées, qu'elle m'a paru digne de vous être présentée, car — on l'a dit (4) — un adieu ne va pas sans un souhait.

C'est, en effet, en honorant ses morts qu'un pays s'honore ; c'est en rendant à ceux qui ont présidé à nos destinées un hommage mérité, que nous servons notre Compagnie. La *Société de Statistique* tenait à ne pas manquer à un aussi pieux devoir.

Organe de cette pensée, je vous remercie, Messieurs, de m'avoir laissé être l'interprète de vos communs hommages et de vos communes espérances.

ANTONY ROULLIET.

(1) Notice par M. le Dr A. Chervin (*Journal de la Société de statistique de Paris*, 1883, p. 133) et discours de M. Cheysson (séance de la *Société* du 21 mars 1883).

(2) M. Louis-Adolphe Bertillon est né, à Paris, le 2 avril 1821, et mort, dans cette ville, le 1^{er} mars 1883.

(3) M. le Dr Bertillon figure parmi les membres fondateurs de la *Société de Statistique* dès l'année 1860.

(4) M. Martha, de l'Institut.
